

l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

3. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

4. Les gains provenant de l'aliénation

- a) d'actions ou d'autres parts d'une société dont les biens sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant; ou
- b) d'une participation dans une société de personnes (partnership) ou dans une fiducie (trust) dont les biens sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant,

sont imposables dans cet État.

Aux fins du présent paragraphe, l'expression "biens immobiliers" ne comprend pas les biens, autres que les biens locatifs, dans lesquels la société, la société de personnes (partnership) ou la fiducie (trust) exerce son activité; toutefois, l'expression comprend des actions ou autres parts d'une société visée à l'alinéa a) ci-dessus et une participation dans une société de personnes (partnership) ou une fiducie (trust) visée à l'alinéa b) ci-dessus.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.